

**CONSEIL MUNICIPAL DU MERCREDI 13 SEPTEMBRE 2023****N° 2023/97**

Un extrait de la présente
délibération a été publié
sur le site de la Ville :

LE 20 SEP. 2023

Présents : 31
Excusés : 4
(0 pouvoirs)
En exercice : 35

Secrétaires de séance :
Olivier BRAEMS et
Bertrand CHANDOUINEAU

Le mercredi treize septembre deux mille vingt-trois à dix-huit heures trente, les membres du Conseil Municipal se sont réunis salle du Conseil Municipal à Saumur, sous la présidence de Monsieur Jackie GOULET CLAISSE, Maire, sur convocation faite par lui le six septembre deux mille vingt-trois.

Étaient présents : M. GOULET CLAISSE, Maire – MM. NERON N., NERON M-A., Mmes GUILLON, LIEBAULT Maires Délégué(e)s – Mme LELIEVRE, MM. GUILMET, PROD'HOMME, Mme GRIMA, M. CARDET, Mme METIVIER, M. JOSSE, Adjoints – M. BIDAULT, Mme, TUBIANA, MM. COMBEAU, PIERRE, BRAEMS, Mmes RIO, LHOMMEDE, MM. CHA, RICOU, Mme FAURE, MM. OLIVA, CHANDOUINEAU, Mmes SOURDEAU, VILLARME, M. HENRY, Mmes, LE MENAC'H, LE MELINER, M. CHENOUF, Conseillers Municipaux.

Excusés : Mmes LE COZ, BOURDIER, TAUGOURDEAU, GODFRIN et COUBLANT ont respectivement donné pouvoir à MM. PROD'HOMME, COMBEAU, Mmes LIEBAULT, METIVIER et M. GOULET CLAISSE.

CONVENTION ENTRE LA VILLE DE SAUMUR ET LE GROUPEMENT D'ACTION SOCIALE (GAS) FIXANT LES MODALITÉS DE MISE EN ŒUVRE DE L'ACTION SOCIALE DE LA VILLE DE SAUMUR ET DE SON CCAS AU BÉNÉFICE DE LEURS AGENTS

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le Code Général de la Fonction Publique,

Vu la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droits et obligations des fonctionnaires, notamment son article 9,

Vu la loi n° 84.53 du 26 janvier 1984 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale, et notamment son article 88-1,

Vu la loi du 2 février 2007 de modernisation de la Fonction Publique,

Considérant que l'article 88-1 de la loi du 26 janvier 1984 pose le principe de la mise en œuvre d'une action sociale par les collectivités territoriales et leurs établissements publics au bénéfice de leurs agents,

Considérant qu'il s'agit d'une obligation légale et d'une dépense obligatoire pour les collectivités territoriales qui doit figurer dans le budget,

Considérant que depuis plusieurs dizaines d'années, la Ville de Saumur a décidé de confier au Groupement d'Action Sociale, association loi 1901, la gestion et l'attribution de ses dispositifs d'action sociale au bénéfice de ses agents,

Considérant que la Ville et son CCAS ont délibéré fin 2021 sur les termes d'une nouvelle convention redéfinissant le type de bénéficiaires possibles pour les aides attribuées, ainsi que l'ensemble des dispositifs de prestations versées aux agents de la Ville et aux adhérents du GAS,

Considérant qu'aux termes de cette convention signée pour la période allant du 1^{er} janvier 2022 au 31 décembre 2022, un bilan devait être établi afin de déterminer de manière plus durable la politique d'action sociale de la Ville et du CCAS avec le GAS,

Considérant qu'au-delà du remboursement au GAS, effectué par les collectivités adhérentes de la totalité des aides versées au titre de l'action sociale (remboursement au réel chaque année des aides accordées par le GAS à ses bénéficiaires ou adhérents), la Ville et le CCAS versent au GAS une subvention de fonctionnement calculée sur la base du nombre d'adhérents actifs et retraités,

Considérant que cette subvention de fonctionnement, ajoutée aux cotisations des adhérents et aux recettes diverses de l'association, permettent au GAS de couvrir ses frais de fonctionnement.

Considérant qu'en respect de la législation en vigueur, pour l'ensemble des prestations versées par le GAS, une participation du bénéficiaire à la dépense engagée, notamment compte tenu de son revenu, est prévue.

Au vu du bilan établi en lien avec le Bureau du GAS après l'année test des nouvelles prestations en 2022, il apparaît que tous les résultats obtenus sur l'attribution de la plupart des nouvelles prestations, conduisent à formaliser pour une durée plus longue le dispositif mis en place,

Aussi, les membres du Conseil Municipal sont invités à autoriser Monsieur le Maire à signer la convention 2023-2026, telle que présentée en annexe de la délibération.

Il est aussi proposé aux membres d'autoriser M. Le Maire à signer tout avenant ou toute pièce se rapportant à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal adopte à l'unanimité.

Pour extrait conforme,
Le Maire de la Ville de Saumur,

Jackie GOULET-CLAISSE